



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 68.748/2  
du 22 février 2021

advies 68.748/2  
van 22 februari 2021

sur

over

un projet d'arrêté royal  
'modifiant l'arrêté royal du  
1<sup>er</sup> février 1995 déterminant les  
informations mentionnées dans  
le registre d'attente et  
désignant les autorités  
habilitées à les y introduire'

een ontwerp van koninklijk  
besluit 'tot wijziging van het  
koninklijk besluit van  
1 februari 1995 tot vaststelling  
van de in het wachtregister  
vermelde informatiegegevens  
en tot aanwijzing van de  
overheden die bevoegd zijn om  
die gegevens in het  
wachtregister in te voeren'

Le 25 janvier 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> février 1995 déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 22 février 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Marc OSWALD, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 février 2021.

\*

Op 25 januari 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 februari 1995 tot vaststelling van de in het wachtregister vermelde informatiegegevens en tot aanwijzing van de overheden die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 22 februari 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Marc OSWALD, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 februari 2021.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

### OBSERVATION GÉNÉRALE

Le projet entend remplacer, tant dans l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> février 1995 'déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire' que dans celui du 3 février 1995 'prescrivant l'inscription dans le registre d'attente des membres de la famille de l'étranger qui se déclare réfugié ou qui demande la reconnaissance de la qualité de réfugié', les termes « étranger qui demande la reconnaissance de la qualité de réfugié » par les termes « étranger qui demande la confirmation de la qualité de réfugié ».

Selon le commentaire des articles, il s'agit d'être fidèle aux termes de la « législation relative aux étrangers », laquelle ne ferait pas mention de l'étranger qui demande la reconnaissance de la qualité de réfugié.

Or, la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' fait référence à cette notion à de nombreuses reprises.

Interrogé à ce sujet, le délégué de la Ministre a donné l'explication suivante :

« Le 'problème' vient du fait que le 'législateur' a utilisé des terminologies différentes pour désigner des mêmes choses mais aussi du fait que la terminologie en la matière a évolué sans pour autant être répercutée sur tous les instruments juridiques. En effet, on parlait de candidats réfugiés, ensuite, de demandeurs d'asile et maintenant, on parle de demandeurs de protection internationale. Tout cela ne simplifiant malheureusement pas les choses.

Les arrêtés royaux des 1<sup>er</sup> et 3 février 1995 parlent, d'une part, des étrangers qui se déclarent réfugiés, et, d'autre part, des étrangers qui demandent la reconnaissance de la qualité de réfugié. Si le pouvoir exécutif a utilisé deux terminologies différentes, c'est qu'i[l] voulai[t] désigner deux situations différentes.

Par 'étrangers qui se déclarent réfugiés', le pouvoir exécutif de l'époque visait les étrangers qui introduisent en Belgique une demande en vue de se voir reconnaître la qualité de réfugié. Aujourd'hui, cela vise les étrangers qui introduisent en Belgique une demande de protection internationale. Par contre, par 'étrangers qui demandent la reconnaissance de la qualité de réfugié', le pouvoir exécutif de l'époque visait les étrangers qui se sont vus reconnaître la qualité de réfugié par un autre pays que la Belgique et qui demandent à la Belgique une confirmation de cette qualité de réfugié (et ce, conformément aux dispositions prévues aux articles 89 et suivants, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers).

Lorsque la loi du 15 décembre 1980 parle de la reconnaissance de la qualité de réfugié, le législateur désigne les étrangers ayant introduit une demande de protection internationale en Belgique afin que les autorités belges (CGRA, CCE) l[eur] reconnaissent, conformément à la loi belge, la qualité de réfugié ou la protection subsidiaire. Pour ce qui est des étrangers reconnus comme réfugié par un autre pays, la législation migratoire parle de confirmation de la qualité de réfugié (articles 89 et suivants, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers) ».

Le dispositif serait utilement clarifié en ce sens en précisant que l'étranger qui demande la confirmation de sa qualité de réfugié est celui visé par les articles 89 et suivants de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers', lequel vise les étrangers reconnus comme réfugiés alors qu'ils se trouvaient sur le territoire d'un autre État, partie contractante à la Convention 'relative au statut des réfugiés', et à ses annexes, signées à Genève le 28 juillet 1951 et approuvées par la loi du 26 juin 1953.

Le rapport au Roi contiendra également les explications reproduites ci-avant.

Par ailleurs, eu égard à l'explication du délégué de la Ministre et comme celui-ci l'a admis, à l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du projet, dans la phrase qui complètera l'article 2, alinéa 3, l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> février 1995, le mot « reconnaissance » doit être remplacé par le mot « confirmation ».

## OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

### EXAMEN DU PROJET

#### INTITULÉ

L'intitulé mentionnera que le projet modifie aussi l'arrêté royal du 3 février 1995 'prescrivant l'inscription dans le registre d'attente des membres de la famille de l'étranger qui se déclare réfugié ou qui demande la reconnaissance de la qualité de réfugié'.

#### PRÉAMBULE

À l'alinéa 1<sup>er</sup>, dès lors que le projet n'a pas fait l'objet d'une délibération du Conseil des ministres, le visa de l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi du 19 juillet 1991 'relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour' sera omis, l'article 2, alinéa 2, de la même loi procurant un fondement légal suffisant au projet.

\*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### ALGEMENE OPMERKING

Het ontwerp strekt ertoe zowel in het koninklijk besluit van 1 februari 1995 ‘tot vaststelling van de in het wachtregister vermelde informatiegegevens en tot aanwijzing van de overheden die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren’ als in dat van 3 februari 1995 ‘tot voorschrift van de inschrijving in het wachtregister van de familieleden van de vreemdeling die zich vluchteling verklaart of die vraagt om als vluchteling te worden erkend’ de woorden “vreemdeling die vraagt om als vluchteling te worden erkend” te vervangen door de woorden “vreemdeling die de bevestiging van zijn hoedanigheid van vluchteling vraagt”.

Volgens de bespreking van de artikelen is het de bedoeling de tekst in overeenstemming te brengen met de bewoordingen van de “wetgeving betreffende vreemdelingen”, die geen melding zou maken van de vreemdeling die vraagt om als vluchteling te worden erkend.

De wet van 15 december 1980 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’ verwijst echter meermaals naar dat begrip.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van minister het volgende geantwoord:

“Le ‘problème’ vient du fait que le ‘législateur’ a utilisé des terminologies différentes pour désigner des mêmes choses mais aussi du fait que la terminologie en la matière a évolué sans pour autant être répercutée sur tous les instruments juridiques. En effet, on parlait de candidats réfugiés, ensuite, de demandeurs d’asile et maintenant, on parle de demandeurs de protection internationale. Tout cela ne simplifiant malheureusement pas les choses.

Les arrêtés royaux des 1<sup>er</sup> et 3 février 1995 parlent, d’une part, des étrangers qui se déclarent réfugiés, et, d’autre part, des étrangers qui demandent la reconnaissance de la qualité de réfugié. Si le pouvoir exécutif a utilisé deux terminologies différentes, c’est qu’i[l] voulai[t] désigner deux situations différentes.

Par ‘étrangers qui se déclarent réfugiés’, le pouvoir exécutif de l’époque visait les étrangers qui introduisent en Belgique une demande en vue de se voir reconnaître la qualité de réfugié. Aujourd’hui, cela vise les étrangers qui introduisent en Belgique une demande de protection internationale. Par contre, par ‘étrangers qui demandent la reconnaissance de la qualité de réfugié’, le pouvoir exécutif de l’époque visait les étrangers qui se sont vus reconnaître la qualité de réfugié par un autre pays que la

Belgique et qui demandent à la Belgique une confirmation de cette qualité de réfugié (et ce, conformément aux dispositions prévues aux articles 89 et suivants, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers).

Lorsque la loi du 15 décembre 1980 parle de la reconnaissance de la qualité de réfugié, le législateur désigne les étrangers ayant introduit une demande de protection internationale en Belgique afin que les autorités belges (CGRA, CCE) l[eur] reconnaissent, conformément à la loi belge, la qualité de réfugié ou la protection subsidiaire. Pour ce qui est des étrangers reconnus comme réfugié par un autre pays, la législation migratoire parle de confirmation de la qualité de réfugié (articles 89 et suivants, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers).”

Het verdient aanbeveling het dispositief in die zin te verduidelijken door te preciseren dat de vreemdeling die de bevestiging van zijn hoedanigheid van vluchteling vraagt, de vreemdeling is die wordt bedoeld in de artikelen 89 en volgende van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’, waarin wordt verwezen naar de vreemdelingen die als vluchteling erkend zijn terwijl zij zich bevonden op het grondgebied van een andere Staat, verdragsluitende partij bij het Verdrag ‘betreffende de status van vluchtelingen’ en zijn bijlagen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951 en goedgekeurd bij de wet van 26 juni 1953.

De uitleg die hierboven is weergegeven, moet eveneens in het verslag aan de Koning worden opgenomen.

Gelet op de uitleg van de gemachtigde van de minister, en zoals deze heeft beaamd, moet in artikel 1, 3°, van het ontwerp, namelijk in de zin waarmee artikel 2, derde lid, van het koninklijk besluit van 1 februari 1995 wordt aangevuld, daarenboven het woord “erkenning” worden vervangen door het woord “bevestiging”.

### BIJZONDERE OPMERKINGEN

### ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

#### OPSCHRIFT

In het opschrift moet worden vermeld dat het ontwerp ook strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 februari 1995 ‘tot voorschrift van de inschrijving in het wachtregister van de familieleden van de vreemdeling die zich vluchteling verklaart of die vraagt om als vluchteling te worden erkend’.

AANHEF

Doordat over het ontwerp geen overleg is gepleegd in de Ministerraad, moet in het eerste lid de verwijzing naar artikel 1, § 1, derde lid, van de wet van 19 juli 1991 ‘betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten’ worden weggelaten, aangezien artikel 2, tweede lid, van dezelfde wet een voldoende rechtsgrond biedt voor het ontwerp.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Pierre VANDERNOOT